

L'ONU souhaite un accord au Burundi avant les élections de 2020

@rib News, 22/08/2018 Source AFP Le Conseil de Sécurité de l'ONU a regretté mercredi la lenteur des négociations au Burundi entre le gouvernement et l'opposition, malgré la décision du président Pierre Nkurunziza de ne pas être candidat à sa succession en 2020.

Dans une déclaration unanime, le Conseil a salué cette décision, tout en soulignant que "des progrès supplémentaires seront nécessaires" pour la tenue d'"élections crédibles" dans deux ans. Le président Nkurunziza avait annoncé dans un premier temps, en avril 2015, être candidat à un troisième mandat. Une candidature, contestée par l'opposition, la société civile et une partie de son camp, qui a plongé le Burundi dans des violences ayant fait au moins 1.200 morts et plus de 400.000 réfugiés. La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) cherche à arranger un accord politique entre le gouvernement et l'opposition afin de mettre fin à cette crise. Mais l'exécutive burundaise refuse de discuter avec certains groupes d'opposition, qu'il considère comme "terroristes". Les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU ont exprimé leur "vive inquiétude quant à la lenteur des progrès" dans le dialogue. Ils ont par ailleurs indiqué qu'il est "essentiel que toutes les parties, et plus particulièrement le gouvernement burundais, participent au processus mené par la CAE et parviennent à un accord bien avant les élections de 2020". Ce scrutin devra être "libre, juste, transparent", avec l'implication de "l'ensemble des partis politiques" et une "participation complète des femmes", demande le Conseil dans sa déclaration. Ses opposants accusent M. Nkurunziza d'autoritarisme depuis son arrivée au pouvoir en 2005, au lendemain d'une violente guerre civile.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});